



COMMUNIQUE DE L'USP du 15 avril 2020

Unité nationale

L'USP dit OUI à l'unité nationale : tous avec les soignants, les éboueurs, les caissier(e)s, les transporteurs, les postiers... contre le virus !

Les autres, qui glosent à la télé, commentent et conseillent là où ils sont responsables de la catastrophe, devront rendre des comptes.

M. Philippe Douste-Blazy qui, notamment avec les franchises, a éloigné les plus pauvres des soins et favorisé le renoncement aux soins, a contribué au mauvais état de santé de la population et aux inégalités, comme aux Etats-Unis où ce sont les noirs souvent obèses qui paient le plus lourd tribut au Covid-19.

Une mention particulière pour **Mme Roselyne Bachelot** et la loi HPST ([motion USP de 2009 Loi HPST](#)), le virage hôpital-entreprise, la dictature comptable et l'accélération de la destruction du service public. **Mme Agnès Buzyn** avait fait ce constat, mais rapidement suivi le même chemin ([Redonnez-nous un\(e\) ministre de la Santé !](#)). **M. Frédéric Valletoux**, président de la FHF, a en son temps soutenu ce dispositif. **M. Olivier Veran**, notre ministre de la Santé, a voté tous les budgets conduisant à cette catastrophe. **M. Martin Hirsch** pleure sur les moyens de l'AP-HP, il appelle à l'aide pour l'Île-de-France, mais il est **directeur général** de cet établissement depuis 2013 et **n'a pas écouté ses équipes alors qu'il détruisait leur outil de travail**.

A coup sûr, ils ne tarderont pas à vanter la qualité des hôpitaux français sur la base d'un des principaux indicateurs de qualité : la consommation de gel hydro-alcoolique.

Pendant ce temps-là, en psychiatrie : le confinement est venu nous rappeler que travailler à instituer le collectif soignants-patients est primordial. Il faut poursuivre cette reconquête avec le mouvement du [Printemps de la psychiatrie](#). Toutefois, le défaut de déambulation possible dans les structures de psychiatrie, la promiscuité, l'absence de visites, peuvent générer des tensions avec augmentation du risque de « contacts inappropriés » et de la violence institutionnelle. **Dans les EHPAD, dont la situation était déjà catastrophique**, c'est la triple peine : ne pas être équipés, prendre des risques et transmettre le virus, vivre la culpabilité et la mort des pensionnaires, vivre leur souffrance et leur isolement, vivre le futur effacement de la mémoire des proches et les drames familiaux là où la présence régulière de ces derniers permettait la reconnaissance des proches.

Pour la psychiatrie, les EHPAD et tout le médico-social accueillant des handicapés, matériel et réseau fiable pour la visio-conférence, malheureusement le plus souvent inexistant, auraient dû être immédiatement fournis. Il faut y **tester massivement** les personnels, les résidents et les patients à la recherche du virus, mais aussi de l'immunité pour assouplir autant que possible les mesures de confinement interne (le confinement dans le confinement). **Il y a urgence !**

Il aura fallu des mois de manifestation et de grève pour une paille de 1 milliard dans les hôpitaux et déjà le cadeau promis passe de 35 à 100 pour les entreprises. Cet écart de niveau et de priorité est inacceptable

M. Christophe Lannelongue, DARS du Grand Est a été démis de ses fonctions en Conseil des ministres, là où il avait été nommé en décembre 2016. Il a dit tout haut ce qui se faisait, mouillé de fait quelques élus locaux qui ont contribué au projet de suppression de lits et de 600 postes. Il a été engagé comme gestionnaire avec un CV de gestionnaire et **il dévoile les enjeux de la dictature**

comptable : « Je fais mon boulot », pas question d'avoir des états d'âmes. Il ne s'agit que d'un fusible qui a eu le tort d'énoncer la politique à l'œuvre.

L'USP dénonce depuis longtemps cette politique : **NON à la dictature comptable**.

L'USP a appelé à toutes les manifestations pour la défense d'une autre politique, s'est associée aux autres organisations et mouvements, a appelé à la grève !

A n'en pas douter, cette politique va s'accroître et le grand développement promis se fera dans le cadre d'un vaste plan de financement public-privé qui, après une courte embellie, provoquera comme toujours surcoût et dégradation pour **mieux orienter le profit vers les premiers de cordée comme on a pu le voir avec les autoroutes.**

Et la stratégie bien rodée pourra poursuivre son développement.

Il s'agit là d'une nouvelle arnaque qu'il faudra dénoncer et combattre.

Il y a peu M. Christophe Castaner et M. Didier Lallement tapaient par procuration sur ces héros et ce dernier nous parlait de la responsabilité des malades de réa.

Il faut notamment adopter les 100 % Sécu pour tous, en revenir aux principes de solidarité là où le chacun pour soi est érigé en modèle, en finir avec un exercice libéral à l'hôpital qui autorise des inégalités dans la rapidité de prise en charge, le confort, en finir avec les dépassements d'honoraires.

Avec les URIF, nous exigeons que les industries essentielles, délocalisées au nom du profit, soient relocalisées et que la production de matériel de santé, de médicaments, de sécurité... soit nationalisée et que, dans l'immédiat, les entreprises qui favorisent pour le profit la pénurie de médicaments, notamment Sanofi en psychiatrie, fassent l'objet d'astreintes financières dissuasives pour chaque jour de pénurie : il s'agit d'une **non-assistance à personne en danger**.

L'USP appelle au rétablissement d'une recherche publique indépendante, fondamentale et autre, non soumise aux entreprises et la recherche exclusive de profit.

M. Emmanuel Macron n'a pas dénoncé hier le positionnement du MEDEF et de Mme Agnès Pannier Runacher sur le travailler plus.

L'USP demande le rétablissement d'un ISF dont le montant doit être cette année exceptionnel.

L'USP appelle la population à la préparation de l'après-confinement, à joindre les actes et la mobilisation aux applaudissements, à rejoindre les soignants pour la défense des principes de solidarité soutenus par les services publics, notamment celui de la santé.

L'USP appelle à l'utilisation du confinement pour la préparation de pancartes et de slogans prêts à l'usage et en soutenant les caisses de grèves par les dons afin d'anticiper des mouvements inévitables.

L'USP APPELLE A REINVESTIR LA RUE DES QUE POSSIBLE !

Dr Delphine Glachant, présidente

Dr Pierre Paresys, vice-président